



CDEN du mardi 1^{er} octobre 2019

Déclaration préalable de la FSU du Territoire de Belfort

La rentrée 2019 ne fait que confirmer une analyse contradictoire selon d'où elle est faite. Le ministère de l'Éducation se félicite d'une rentrée réussie-comme toujours avons-nous envie de dire, tandis que sur le terrain, les élèves, leurs parents et l'ensemble des personnels découvrent une réalité toute autre.

Jamais l'écart entre les belles paroles et la réalité du terrain n'aura été si grand, jamais les enseignants ne se seront sentis si méprisés par un discours déconnecté, voire mensonger, sur leurs conditions de travail (les services partagés qui se multiplient, le recours à des contractuels non formés qui devient la norme pour pallier le manque d'enseignants dans certaines matières et confirme la crise de recrutement...) et leurs rémunérations (*les 300 euros d'augmentation annoncés par le ministre ou les 3 850 euros de salaire en moyenne annoncés dans les médias*).

Même dans cette instance, le manque de communication des documents importants pour réellement avoir un temps d'échange, transforme **cette réunion du CDEN plus en une chambre d'enregistrement qu'en une instance de dialogue social !**

À la lecture des premiers documents communiqués par le CD, **la FSU s'interroge** à nouveau sur le recours à l'écêtement qui cette année touche 50% des collèges du territoire. Est-ce que l'écêtement ne deviendrait-il pas une source d'économie ? Que deviendront les 57 370 euros correspondant à la somme écêtée et pour rappel quel a été le destin des sommes écêtées les années antérieures ?

Les choix politiques et budgétaires sont clairs : faire des économies, y compris sur le dos des collégiens du département. Que dire des conditions de l'inclusion des élèves en situation de handicap qui se fait sans moyens supplémentaires, alors que le ministre prétend améliorer la prise en charge à l'école de ces élèves ?

Ainsi, si l'on s'en tient seulement à la dotation par élève, la FSU regrette que les élèves de 6^{ème} qui autrefois rentraient en classe de SEGPA et qui bénéficiaient de 135 euros soient maintenant inclus dans les élèves d'enseignement général et qu'ils ne bénéficient que de 32 euros. Si les besoins autrefois identifiés n'ont pas disparu avec la politique de l'inclusion, **le forfait par élève à besoin particulier souffre d'une lourde amputation.** Cela représenterait pour le territoire de Belfort une économie de 7 965 euros.

Encore une fois **la FSU déplore l'absence d'informations sur EPS** dans les documents communiqués par le CD. De plus, au vu du plan de mobilisation de la jeunesse pour la préparation des JO de 2024, nous souhaiterions connaître les projets du CD pour préparer cette échéance.

Ensuite, l'examen des effectifs en collège relève une baisse conséquente de 75 élèves. Est-ce le début d'une dynamique négative ? A-t-on une étude de l'évolution des effectifs attendus dans les 3 années à venir ?

Par ailleurs, **la FSU s'inquiète** sur l'inconnue pesant sur le nouveau marché pour l'électricité prévu dont les tarifs en vigueur risquent faire changer la donne du budget 2020. Cela reviendra-t-il à baisser d'autant les dépenses d'ordre pédagogique, et donc à rogner toujours sur ce qui bénéficie directement aux élèves ?

Enfin, les dotations aux établissements privés ne sont pas présentées en CDEN. La question du financement de l'enseignement privé par des fonds publics ne cesse d'être débattue, et la FSU souhaiterait *a minima* une transparence sur les sommes versées par le Département.

La FSU continue à s'opposer à l'ensemble de ces choix politiques et budgétaires parce qu'il n'y a pas d'économies possibles sur le dos des élèves. Elle revendique au contraire une éducation véritablement nationale et ambitieuse pour la jeunesse.